

Folio



ipse

65

mai 2014

DOSSIER
SPÉCIAL
Élections
européennes
2014



Une étape vers un socle universel
de protection sociale.
*Towards a universal base for
social protection*

La solidarité intergénérationnelle
au cœur de la Quarantième Rencontre Ipse
*Intergenerational solidarity at the forefront
of the 40th Ipse Meeting*

Un regard européen
Débats autour de la généralisation
de la complémentaire santé en France

*A European perspective
Debates surrounding generalization
of complementary health
insurance in France*

Édito

3 - Désir d'Europe: l'amour en soldes !

3 - *Longing for Europe: Love on Sale!*

A propos

4 - Une étape vers un socle universel de protection sociale.
par Philippe Pinglin

5 - *Towards a universal base for social protection*
by Philippe Pinglin

Folioles

6 - 12^e Colloque professionnel Ipse - Les actes disponibles

6 - La solidarité intergénérationnelle au cœur de la Quarantième Rencontre Ipse

6 - *Intergenerational solidarity at the forefront of the 40th Ipse Meeting*

Folioscopie

8 - « Priorité à la personne »
par Serge Bizouerne

8 - Pour la Solidarité, Interview de Denis Stokkink, Président de Pour la Solidarité

9 - Pour la Solidarité, Interview of Denis Stokkink, President of the think tank Pour la Solidarité,

Foliofocus

11 - Un regard européen
Débats autour de la généralisation de la complémentaire santé en France
par Gabrielle Clotuche

14 - *A European perspective Debates surrounding generalization of complementary health insurance in France*
by Gabrielle Clotuche

DOSSIER SPÉCIAL

ÉLECTIONS EUROPÉENNES 2014

16 - Élections européennes : le pouvoir aux peuples d'Europe !
par Jean-Pierre Bobichon

17 - *European elections: power to the people of Europe !*
by Jean-Pierre Bobichon

19 - Le PPE donné devant le S&D aux élections européennes 2014

19 - *EPP given ahead S&D in the European elections 2014*

19 - L'Ipse vous aide à faire votre choix

20 - Les candidats pour la présidence de la Commission européenne

20 - *Candidates for the Presidency of the European Commission*

Reflets d'Europe

22 - Les Européens boudent les salles de cinéma

22 - *Fewer eyes on the silver screen*

22 - Rana Plaza: un triste anniversaire

22 - The bitter anniversary of Rana Plaza

Foliothèque

23 - A lire...

Rencontre

Quarantième Rencontre Ipse
Bologne, 3 et 4 juillet 2014

Programme

Ipse

92, Boulevard de Magenta - 75010 Paris
Tél. +33 1 40 37 13 88 - Fax +33 1 40 36 07 65
europesociale@euroipse.org
http://www.euroipse.org

FOLIO 65

mai 2014 ISSN 1278-6160

Directeur de la publication :
Dominique Boucher

Rédacteurs :

Dominique Boucher, Simon Loréal,
Kannishia Afonso, Gabrielle Clotuche,
Serge Bizouerne, Jean-Pierre Bobichon,
Philippe Pinglin,

Traductions :

Corporate Editions

Conception, réalisation et impression :
Lillianne Camard

AGENDA folio 65

Commission Communication
et Services aux Adhérents
Mercredi 4 juin à 9h

Conseil d'Administration
Mercredi 11 juin à 9h30

Comité exécutif
Jeudi 3 juillet à 10h30

Quarantième Rencontre Ipse
jeudi 3 et vendredi 4 juillet
à Bologne

Désir d'Europe: l'amour en soldes !



Dominique Boucher, délégué général de l'Ipse

Le 21 juin 1989, premier jour d'un été nouveau, nous étions une vingtaine aux responsabilités diverses et de sensibilités plurielles, mutualistes et paritaires, partenaires sociaux de «confessions» multiples, pour l'assemblée générale fondatrice de l'Institut de la prévoyance sociale européenne, vite devenue «de la protection sociale européenne».

Le 9 novembre de cette même année, concomitances modestes obligent, les briques du Mur de Berlin étaient réaffectées à l'édification d'une nouvelle Maison pour l'Europe. La mise en place en 1992 du Marché Unique était à la fois l'aboutissement de plus de trente ans de construction communautaire avec le «Marché Commun» et la voie tracée pour une Union reposant alors sur le triptyque de Jacques Delors : la coopération, la compétition et la «Solidarité qui unit».

Ce nouvel horizon permettrait de dépasser maints conservatismes et ce rêve d'Europe était aussi porté par les cœurs. L'euroscpticisme - néologisme alors si peu usité - aurait plutôt fait sourire. Aujourd'hui il est plus que de mise et fait grincer des dents.

Depuis la crise financière de 2008, à laquelle se sont entremêlées les crises économiques et sociales, la confiance envers l'Europe s'est globalement effondrée ! Déjà, nous étions seulement 52% à avoir de l'UE une image positive, en 2007. Selon «l'institutionnel» Eurobaromètre, nous ne serions plus que 31%. Les Etats méditerranéens, considérés comme les plus europhiles mais confrontés à la Troïka (BCE/ FMI et Commission Européenne en position de leader), sont hostiles certes, mais n'envisagent pas majoritairement une sortie de l'euro.

Voici le climat qui règne en ce mois de mai 2014, à la veille des élections européennes.

Dans un souci de clarté, l'Ipse a interrogé les principaux groupes constitués au Parlement européen sur des thèmes concernant notre sphère de prérogatives, à savoir le volet social de l'UEM, la libre de circulation des travailleurs, et l'économie sociale avec notamment l'entrepreneuriat social. Nous vous communiquons dans nos publications et sur notre site euroipse.org nos questions ainsi que les réponses reçues. Il est à noter toutefois que ces déclarations n'engagent en rien les partis nationaux affiliés. De plus, rappelons que notre domaine n'est pas a priori une compétence de l'Union.

En dehors de l'évidence que la mobilisation électorale est impérative pour juguler les risques de percée abstentionniste, il est aussi utile de s'informer des choix stratégiques proposés par les uns et les autres pour que le vote réponde à quel type de société solidaire nous entendons construire demain. ■

Longing for Europe: Love on Sale!

Dominique Boucher, Ipse's general delegate

On June 21, 1989, the first day of a new summer, some twenty of us came together, pioneers with diverse functions and disparate leanings, mutualists and paritarians, social partners of assorted "faiths," for the founding meeting of the Institute for European Social welfare, soon to become the Institute for European Social Protection.

On November 9 of the same year (a modest coincidence), the Berlin Wall fell, its infamous stones reclaimed to erect a new House of Europe. The creation of the Single Market in 1992 was the culmination of more than 30 years of European construction with the "Common Market," paving the way towards an EU then grounded in Jacques Delors' triptych of cooperation, competition and "Solidarity to unite."

This new horizon was to triumph over myriad conservative misgivings, and citizens carried the European dream in their hearts. "Euroscptics" – a scantily used neologism – were but a quaint fringe. Today they are thriving and feeding a recently kindled conflagration.

Since the 2008 financial crisis, exacerbated by the economic and social crises, confidence in Europe has plummeted. Even back in 2007, only 52% of Europeans had a positive view of the Union. Today, according to the "institutional" Eurobarometer surveys, this figure has fallen to 31. Mediterranean countries, regarded as the most avid Europhiles but under the thumb of the Troika (ECB / IMF / European Commission, with the latter in the leading role), may decry current policies, but for the most part cannot imagine exiting the euro.

Such is the prevailing climate in May 2014, with European elections fast approaching.

For the sake of clarity, Ipse has questioned the main political groups in the European Parliament on topics within our scope of action, specifically the social aspect of the EMU, free movement of workers and the social economy, with a particular focus on social entrepreneurship. Our questions and the answers we received are featured in our publications and on our website, euroipse.org. It should be noted, however, that these European groups speak only for themselves and not for the national parties with which they may be affiliated. Moreover, please keep in mind that our field of focus does not necessarily fall within the scope of EU prerogatives.

Aside from the undeniable fact that getting out the vote is essential to stem the tide of voter abstention, inquiring into the strategic choices put forth by the various contenders will ensure the vote reflects the type of solidarity-based society we hope to build in the coming years. ■

Une étape vers un socle universel de protection sociale

Sous le titre « Les mutuelles, un outil pour le développement de la protection sociale dans le monde, en particulier dans le secteur de la santé », le rapport de l'Association internationale de la Sécurité sociale (AISS) reconnaît le rôle des mutuelles dans le développement de la protection sociale.

Réhabiliter le rôle de la protection sociale.

On peut dire que ce rapport « tombe à point » pour tenter de redonner toutes ses lettres de noblesse à la protection sociale. La crise de 2008 montre qu'en Europe des systèmes de protection sociale peuvent être remis en cause en servant de variable d'ajustement, alors même que nous avons de nouveaux défis à relever : vieillissement de la population, augmentation des maladies chroniques...

Dans le même temps, 72% de la population mondiale ne bénéficie d'aucun système de protection sociale. Les principales victimes sont les enfants de moins de 5 ans, dont un meurt toutes les trois secondes ! L'Afrique subsaharienne est la plus touchée avec des difficultés d'accès aux soins pour la très grande majorité des populations. Dans beaucoup de pays de ce continent l'espérance de vie est inférieure de moitié à la nôtre, freinant le développement économique, l'accumulation et la transmission des savoirs, la démocratie...

Or nous savons qu'un haut niveau de protection sociale est un facteur de développement économique et humain et un formidable amortisseur de crise, en évitant notamment l'augmentation brutale de la pauvreté. Dans le contexte d'aujourd'hui, l'extension de la protection sociale doit répondre à deux objectifs : augmenter la

part des personnes bénéficiaires dans les pays où elle est faible et maintenir un niveau élevé dans les pays où elle se trouve remise en cause.

L'universalité et la solidarité.

Le rapport rappelle que l'un des rôles de l'Etat est d'être le garant de la sécurité sociale de ses citoyens en leur assurant une protection par le biais de sa législation contre les risques liés à la vieillesse, au chômage, à la maladie... Or, les principes qui guident les systèmes de protection sociale obligatoire sont largement partagés par le mouvement mutualiste (la solidarité, l'universalité, la non-discrimination...), ce qui en fait un acteur essentiel de la protection sociale et de son développement, notamment en ce qui concerne l'accès aux soins de santé.

En novembre 2012, la Commission européenne a publié une « Etude sur la situation des mutuelles et leurs perspectives » dans les 27 pays membres de l'Union européenne. Il ressort que les mutuelles fournissent des services sanitaires et sociaux pour environ 230 millions de citoyens européens, soit pour près d'un Européen sur deux. Si l'étude recense 40 formes mutualistes différentes, elle souligne néanmoins que 95% de ces mutuelles partagent cinq critères qui leurs sont communs : ce sont des entités privées, des sociétés de personnes, elles ont un fonctionnement démocratique, elles sont à but non-lucratif et fonctionnent sur le principe de solidarité entre ses membres.

Les valeurs d'universalité et de solidarité pour l'accès de tous aux soins de santé défendues par les mutuelles sont proches des principes qui fondent les systèmes publics de sécurité sociale. Ces valeurs amènent le mouvement mutualiste à constituer parfois le point de départ de la protection sociale dans les pays où

elle n'existe pas, et dans les pays où elle existe, d'être un partenaire expérimenté pour faire progresser le niveau de protection sociale.

Des partenariats pour faire vivre ces valeurs.

Seulement une personne sur quatre bénéficie d'un minimum de protection sociale dans le monde (1 sur 10 à 1 sur 20 en Afrique), 15% des chômeurs dans le monde perçoivent des prestations, 100 millions de personnes tombent chaque année dans la pauvreté pour cause de dépenses de santé insupportables... Il est évident que dans ce contexte, où parfois l'offre de soins est totalement à construire, les mutuelles seules ne peuvent rien faire.

Seuls des partenariats réunissant toutes les parties prenantes (Etat, OMS, OIT, opérateurs de santé, ONG, professionnels de santé...) pourront venir à bout de cette plaie qui traîne notre humanité. Le rapport fait état de ces partenariats et des résultats. Mais il fait l'impasse sur la place des entreprises, notamment des multinationales dans les pays émergents et en développement. Or, au sein des comités de groupe européens et mondiaux, les organisations syndicales impulsent des processus identiques de prévention, de dépistage et d'accès aux soins, que vous soyez employés au Mozambique, en Irak, en Grande-Bretagne... Ainsi, les mutuelles peuvent s'appuyer sur ces dynamiques d'entreprises pour élargir l'accessibilité aux soins de santé au-delà des salariés eux-mêmes (famille, territoires, groupes relevant d'une même convention collective...).

Pour faire de l'accès aux soins un véritable droit universel, seules la volonté des acteurs et la mise en commun des savoir-faire, peuvent venir à bout des profondes inégalités face à la maladie et aux aléas de la vie. ■



Philippe Pinglin, adhérent individuel de l'Ipse.

Towards a universal base for social protection

Philippe Pinglin, individual Member of Ipse

The report of the International Social Security Association (ISSA), entitled “Mutual benefit societies: A tool for developing social protection worldwide, particularly in the health sector¹,” recognizes the role mutuals play in the development of social protection.

Restore the role of social protection.

One could say that this report comes at the perfect time to try to restore respect for social protection. The 2008 crisis shows that social protection systems in Europe can be called into question and used as a variable for economic adjustment, just when there are new challenges to be met: population aging, growing rates of chronic disease, etc.

At the same time, 72% of the world's population benefits from no system of social protection. The main victims are children under five years of age: a child dies every three seconds! Sub-Saharan Africa is the most severely affected region, with a vast majority of populations suffering from difficult access to healthcare. Life expectancy in many countries on that continent is 50% lower than in Europe, a phenomenon that hinders economic development, the accumulation and transfer of knowledge, democratic governance, etc.

We know that a high level of social protection contributes to economic and human development and serves as a powerful shock absorber in times of crisis, particularly by preventing rampant increases in poverty. In today's context, expansion of social protection must be in line with two goals: to increase the

proportion of beneficiaries in countries where it is deficient and to maintain a high level in countries where it is challenged.

Universality and solidarity

The report recalls that one role of states is to serve as guarantors of social security, ensuring through legislation that their citizens are protected from risks associated with old age, unemployment, illness, etc. Nonetheless, many of the guiding principles of mandatory social protection systems can also be found in the mutualist movement (solidarity, universality, non-discrimination, etc.), which makes this movement a key player in the development and functioning of social protection, particularly as regards access to healthcare.

In November 2012, the European Commission issued a publication entitled “Study on the current situation and prospects of mutuals in Europe” in the European Union's then 27 Member States. According to this report, mutual benefit societies provide health and social services to approximately 230 million European citizens, i.e. nearly one in every two Europeans. The study identified 40 different mutual schemes, but nonetheless concluded that 95% of the mutual societies identified meet five shared criteria: they are private entities, associations of people, democratically run, free from the profit motive and function on the principle of solidarity among members.

The values of universality and solidarity for access to healthcare for all, defended by mutuals, are akin to the founding principles of public social security systems. These values sometimes

make the mutualist movement the starting point for social protection in countries where public social security is inexistent. In those countries that do offer public social security, the mutualist movement often serves as an experienced partner to enhance the level of social protection.

Partnerships to bring these values to life

Only one person out of four in the world benefits from a minimum level of social protection (1 in 10 to 1 in 20 in Africa); 15% of unemployed workers in the world receive benefits; 100 million people fall into poverty each year due to unmanageable healthcare expenses, etc. Clearly, in a context where the healthcare offering must be created from scratch, mutuals are powerless on their own.

Only partnerships bringing together all stakeholders (states, WHO, ILO, NGOs, healthcare providers, healthcare professionals, etc.) can overcome this scourge on humanity. The report describes these partnerships and the results they achieve. However, it fails to mention the role of businesses, particularly multinationals in emerging and developing economies. And yet, within European and worldwide group works councils, union organizations are sparking identical processes for prevention, screening and access to healthcare treatments for employees around the world, from Mozambique to Iraq and from Great Britain to Brazil. Mutuals can thus take advantage of these business dynamics to expand healthcare coverage beyond employees themselves, to families, regions, groups falling within the scope of a single collective agreement, etc.

To make access to healthcare a true universal right, only actors' determination and pooling of expertise can redress the profound inequalities the world's citizens face when confronted with illness and the vagaries of life. ■

1. Report presented on November 11 at the World Social Security Forum in Doha, Qatar. - 2. Total population in 2013, excluding Croatia: 502 million.

12^e Colloque professionnel Ipse

les Actes disponibles

Le 12^e Colloque professionnel Ipse s'est tenu le vendredi 21 mars dernier, sur le thème « Généralisation de la complémentaire santé et pilotage de branche : quelles conséquences ? ».

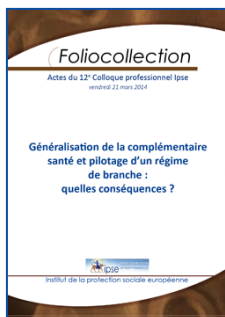
Plus d'un an après l'ANI de janvier 2013 sur la sécurisation de l'emploi, la généralisation de la complémentaire santé en France continue de poser « mille et une questions ». Lors de ce Colloque, Brice Lepetit de la Direction de la Sécurité sociale est ainsi venu faire le point sur l'historique des décisions, les orientations et les prochains décrets du gouvernement concernant la mise en place d'un régime de branche.

Maître Laurence Lautrette, avocat associée, et Jean Marc Leverrier, actuaire conseil, ont fait part de leurs conseils et expertise en direction des décideurs de branche afin de commencer à préparer demain, dans une période remplie d'incertitudes.

La matinée a également été ponctuée par l'intervention de Gabrielle Clotuche, ancienne directrice de la protection sociale à la Commission européenne et membre du Conseil d'orientation de l'Ipsé qui, à travers un aperçu de la situation de la protection sociale en Europe, a fait part de quelques doutes sur la généralisation en France (intervention page 10 de ce Folio).

Télécharger les actes (Folioscollection) du 12^e Colloque professionnel Ipse sur:

www.euroipse.org/12eme-colloque-professionnel-ipse/



La solidarité intergénérationnelle au cœur de la Quarantième Rencontre Ipse

Les 3 et 4 juillet 2014, l'Ipsé vous invite à Bologne pour sa Quarantième Rencontre pour réfléchir et débattre sur le renouvellement et à la pérennité des solidarités intergénérationnelles dans la protection sociale.

Les modèles européens, si divers, ont en commun de reposer sur la mise en œuvre d'un principe de solidarité dont le mode coercitif permet de mutualiser la couverture des risques sociaux dans leur ensemble. Cette solidarité s'exprime principalement par un contrat social entre les générations. En ce début de XXI^e siècle bousculé par les crises diverses et notamment de confiance, le risque d'une rupture de contrat intergénérationnel

n'a jamais été aussi grand, au regard des déséquilibres croissants, les jeunes générations étant particulièrement affectées.

Nous avons donc la responsabilité de trouver de nouveaux équilibres et établir de nouvelles relations entre générations empreintes d'approches, de politiques et de pratiques innovantes. Ce nouvel accord intergénérationnel est une condition substantielle de la cohésion sociale et d'une protection sociale durable. La Quarantième Rencontre Ipse invite ainsi les acteurs de la protection sociale à réfléchir au rôle premier qu'ils peuvent jouer dans la recherche de l'innovation et par l'expérimentation.

Programme en couverture, organisation et inscriptions sur www.euroipse.org/quarantieme-rencontre-ipse-bologne/



Intergenerational solidarity at the forefront of the 40th Ipse Meeting

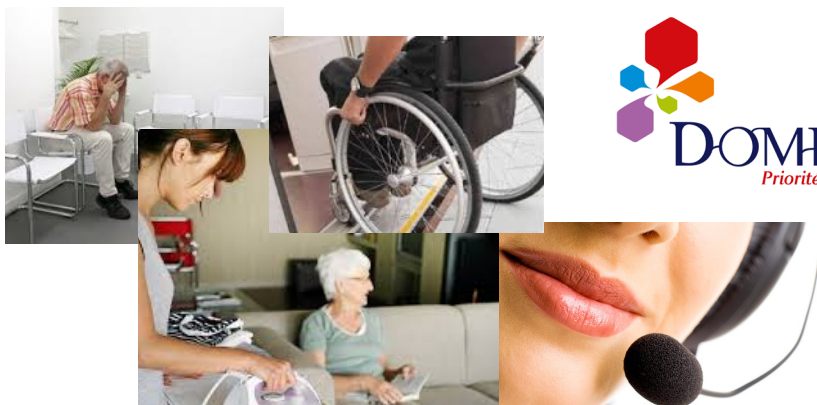
On July 3 and 4, 2014, Ipse invites you to Bologna for its 40th Meeting. Participants will discuss and debate the renewal and sustainability of intergenerational solidarities in social protection.

European models, like the continent itself, are united in their diversity. They are all founded on a principle of solidarity which, when applied and enforced, makes it possible to comprehensively pool coverage of social risks. First and foremost, this solidarity takes the form of an intergenerational social contract. In these early years of the 21st century, shaken by an assortment of crises and especially a crisis of confidence, the threat of alienating this intergenerational

contract through growing imbalances has never been so great, with the young generations the first to suffer.

It is therefore up to us to find new balances and forge new relationships among generations, strengthened by innovative approaches, policies and practices. This new intergenerational pact is a sine qua non for social cohesion and enduring social protection. The 40th Ipse Meeting thus invites social protection actors to consider the role they can play in the quest for innovation and through experimentation.

Program on the cover, organization and registration at www.euroipse.org/quarantieme-rencontre-ipse-bologne/



Serge Bizouerne,
Président de DOM PLUS
et administrateur de
l'Ipse.

« Priorité à la personne »

Une démarche d'engagement des organisations, une ambition de Progrès Economique et Social

Dans une période où notre société vit les tensions que nous connaissons, avec le risque de banalisation du facteur humain qui en découle, où nous constatons qu'il se produit plus de défiance (doute) qu'il ne se construit de confiance, il y a urgence à se reconnaître d'une bonne pratique, et ce, quels que soient le métier, le secteur d'activité et de le statut de l'organisation.

Le 24 janvier dernier se tenait en session plénière au Conseil Economique, Social et Environnemental (CESE) une matinée de restitution des groupes de travail de l'association « Priorité à la personne », créée il y a un an pour assurer la promotion et le développement de la démarche « Priorité à la personne ».

Une approche centrée sur la personne dans son environnement et l'importance qu'il convient d'accorder à la qualité de la relation, à l'expérience vécue au delà des actes codifiés et des services délivrés.

Cette session de forte mobilisation des parties prenantes, acteurs de la société civile (services de l'Etat, organismes privés, publics, corps intermédiaires, associations, fédérations professionnelles,...), a constitué une étape clé dans

la validation de cette démarche collective, de son objet, et de ses fondamentaux.

L'écriture d'un Manifeste « Priorité à la Personne », texte fondateur de la démarche, est en cours. Il sera porté aux parties civiles lors de la prochaine session plénière du 6 Juin 2014 au CESE, avec le lancement d'un premier appel à projets « Priorité à la Personne », en présence du Président du CESE, Jean-Paul DELEVOYE.

Une démarche de bonnes pratiques à l'initiative de DOMPLUS et portée par l'Association « Priorité à la Personne »

Née d'une approche au Canada, DOMPLUS, a lié sa promesse à la « Priorité à la Personne ».

DOMPLUS a mis au point et éprouvé une pratique permettant de prendre en charge des publics qui sont traversés par des situations de fragilité à un moment clé de la vie.

Nombreux sont les acteurs qui ont pris

conscience que la prise en charge des personnes passe par la dimension essentielle de la relation, une évidence partagée par tous.

Aujourd'hui, l'ambition mais aussi les enjeux nécessitent que cette initiative puisse être partagée avec d'autres acteurs de la sphère sociale et économique.

Transformer une méthode d'entreprise en un référentiel partagé par tous les acteurs socio-économiques, des acteurs qui pensent que la prise en compte de la dimension relationnelle est source de création de valeur.

La création de l'Association Priorité à la personne est parue au JO du 20 avril 2013 afin de porter désormais le projet d'initiative de bonnes pratiques. Cette association a pour objet d'assurer la promotion et le développement de la démarche Priorité à la personne en fédérant toutes les parties prenantes qui souhaitent être associées, et constituera à compter du 6 juin 2014 l'organe de gouvernance de la démarche.

Visitez notre blog **Priorité à la Personne** - <http://prioritealapersonne.fr>



Pour la Solidarité

Interview de Denis Stokkink,
Président de Pour la Solidarité,
membre du Conseil d'orientation de l'Ipse.



Quelle est la singularité, la spécificité de Pour la Solidarité parmi l'ensemble des ONG et Think tank à vocation européenne ?

Fondé à Bruxelles en 2002, **Pour la Solidarité - PLS** est un laboratoire d'idées indépendant qui œuvre en faveur de l'**Europe solidaire et durable**. En tant que **think & do tank**, **Pour la Solidarité** se consacre à la formulation de propositions et recommandations de politiques publiques, à l'accompagnement personnalisé d'acteurs publics et privés sous forme de conseil et de formation et à la gestion d'espaces pluriels d'information et de dialogue.

Animé par la volonté de créer des **liens de coopération**, **PLS** fédère les acteurs clés (pouvoirs publics, entreprises et organisations de la société civile) en un vaste réseau de partenaires européens réunis lors de séminaires et conférences avec lesquels **PLS** développe de nombreux projets transnationaux.

Pour la Solidarité - PLS édite également une série de **publications périodiques**, disponibles en version papier et digitale sur son portail web, et anime **quatre Observatoires européens**. Ces derniers recensent de façon thématique pratiques et actualité européennes en matière d'Économie sociale, de Diversité, de Participation citoyenne et de Logement durable.

Quelles sont les priorités actuelles (européennes) de PLS ?

Pour la Solidarité - PLS travaille tout au long de cette année 2014 à convaincre les Européen(ne)s de voter du 22 au 25 mai pour



plus de solidarité et d'égalité au sein de l'UE. Le modèle social européen, caractérisé par un équilibre entre développement économique et justice sociale, porteur de progrès sociétal pour les citoyen(ne)s européens, ne cesse d'être ébranlé. Déjà mis en cause depuis les prémices de la crise, c'est l'essence même de ce modèle qui est mise à mal : en creusant le fossé des inégalités sociales et économiques, ce sont les valeurs fondatrices européennes de solidarité et d'égalité qui sont touchées.

Les priorités de **PLS** se déclinent dans cette lutte pour la sauvegarde de notre modèle social européen associée à la recherche constante de réponses innovantes aux questions relevant de la solidarité. **PLS** se fonde pour ce faire sur sa conviction inébranlable que TOUS les acteurs européens ont un rôle essentiel à jouer : **Comprendre pour Agir**.

Comprendre les enjeux en présence à l'aide de ses observatoires thématiques et analyses phares : le chômage des jeunes, les services à la personne, la diversité comme outil d'égalité de traitement au service de l'intégration de tous et toutes sur le marché du travail, le logement durable, la culture comme instrument d'insertion ou la place des personnes handicapées au sein de notre société.

Agir, dans la lignée du soutien de l'Union européenne à l'économie sociale, pour apporter des réponses économiques, sociales et environnementales concrètes qui résident dans la transition durable, à commencer par le développement des entreprises sociales, à l'avant-garde de cette société en transition, affichant une résistance unique face à la crise.

Think & do tank, **Pour la Solidarité - PLS** accompagne les entreprises, les pouvoirs

publics et les acteurs de terrain vers une transition européenne durable qui remette l'humain au cœur de toutes les préoccupations.

Quels sont les champs de synergies possibles entre PLS et l'Ipse ?

Pour la Solidarité - PLS partage avec l'Ipse un engagement fort et essentiel envers la **solidarité**, valeur européenne inscrite dans l'ADN de **Pour la Solidarité**.

PLS et l'Ipse doivent aujourd'hui mutualiser leurs forces respectives pour adresser aux décideurs européens un **message puissant** sur le rôle fondamental des organismes de protection sociale solidaire en tant qu'amortisseur social et, plus généralement, sur l'importance de la sécurité sociale dans la construction d'un modèle européen fort.

Une partie du message est déjà passé puisque les institutions européennes reconnaissent les réponses apportées par le secteur aux besoins encore insatisfaits pour atteindre cette fameuse « croissance intelligente, durable et inclusive ». Mais ce n'est pas suffisant. Nous devons exiger maintenant que les mots laissent la place aux actes. Ensemble les voix de **Pour la Solidarité - PLS** et de l'Ipse seront entendues plus vite et surtout plus loin. Ensemble pour une autre Europe, plus sociale et solidaire ! ■



Pour en savoir plus :

www.pourlasolidarite.eu

http://www.pourlasolidarite.eu/IMG/pdf/2014/PLS_Rapport_activites_2013.pdf

Pour la Solidarité

Interview of Denis Stokkink, President of the think tank Pour la Solidarité, Member of the Orientation Council of Ipse.

What are the specific characteristics that make Pour la Solidarité unique among pan-European NGOs and think tanks?

Founded in Brussels in 2002, **Pour la Solidarité - PLS** is an independent laboratory of ideas that works to promote a **sustainable Europe grounded in solidarity**. As a **think & do tank**, **Pour la Solidarité** is dedicated to framing proposals and recommendations put forth by political parties, offering public and private figures personalized advice and support, and providing training in the management of pluralistic venues for information and dialogue.

Driven by a desire to foster **cooperative relationships**, **PLS** brings together key actors (public authorities, businesses and civil society organizations) within an extended network of European partners who meet for seminars and conferences, and with whose help **PLS** develops numerous transnational projects.

Pour la Solidarité - PLS also **regularly publishes** a series of documents available in hard copy and electronic format on its web portal, and pilots **four European Observatories**. These units conduct thematic research on European practices and current events in the fields of the Social economy, Diversity, Citizen participation and Sustainable housing.

What are PLS's current (European) priorities?

Pour la Solidarité - PLS has been working throughout 2014 to convince Europeans to go to the polls on May 22-25 for greater solidarity and equality in the EU. The European social model, based on a balance between economic development and social justice, a source of societal progress for European citizens, is becoming ever more fragile. Criticized from the start of the crisis, the very essence of this model is now being challenged: deepening so-

cial and economic inequalities threaten the EU's founding values of solidarity and equality.

One of the key priorities for **PLS** in this struggle to preserve our European social model is the continued search for innovative responses to questions regarding solidarity. In this enterprise, **PLS** relies on its unwavering conviction that ALL European actors have a vital role to play: **Understand in order to act.**

Understand today's issues thanks to our thematic observatories and authoritative analyses: youth unemployment, human services and diversity as means of promoting equal treatment intended to foster labor market integration for all; sustainable housing and culture for greater social inclusion and attention to the place of people with disabilities within our society.

Act, consistently with the European Union's support for the social economy, to provide concrete economic, social and environmental solutions through ecological transition. This initiative starts with the development of social enterprises, the vanguard of our evolving society, which have demonstrated a unique ability to withstand the crisis.

As a Think & Do tank, **Pour la Solidarité - PLS** guides businesses, public authorities and actors in the field towards a sustain-

able European transition to put people back at the heart of every issue.

What are the potential synergies between PLS and Ipse?

Pour la Solidarité - PLS and Ipse share a strong and vital commitment to **solidarity**, a fundamental European value that is part of **Pour la Solidarité's** DNA.

Today, **PLS** and Ipse must pool their respective strengths to send a **powerful message** to European decision-makers regarding the central role solidarity-based social protection providers play as social shock-absorbers and, more generally, concerning the importance of social security in developing a strong European model.

Part of this message has already been heard. This is evidenced by European institutions' recognition of our sector's solutions to meet the yet unfulfilled needs to achieve "smart, sustainable and inclusive growth." This is not enough, however. We must now demand less talk and more action. Together, the voices of **Pour la Solidarité - PLS** and Ipse will carry further and be heard faster. Together for a new, **more social Europe with greater solidarity!** ■

www.pourlasolidarite.eu



Un regard européen

Débats autour de la généralisation de la complémentaire santé en France



Gabrielle Clotuche,
Ancien directeur général
de la sécurité sociale
en Belgique, ancien
directeur à la Commission
européenne et membre
du Conseil d'orientation
de l'Ipse

Intervention issue des Actes du 12^{ème} Colloque professionnel Ipse

Regard européen, qu'est-ce à dire ? Je me suis interrogée sur la pertinence d'un tel regard sur une question nationale et en ai déduit qu'avant tout il convenait de disposer d'une photographie de cette complémentaire santé dans l'Union européenne avant de se focaliser sur le débat français. Ceci m'a amenée à reformuler l'approche.

La généralisation de la complémentaire santé via des accords collectifs de branche renforcera-t-elle la solidarité ?

La photographie du secteur de l'assurance privée en soins de santé que j'en donnerai ici sera très partielle. Elle se base sur un rapport réalisé pour la Commission européenne¹.

L'assurance santé privée intervient dans tous les Etats membres, aux côtés de l'assurance obligatoire publique. Mais son rôle au sein du système de santé, sa taille ou son fonctionnement en tant que marché sont d'une énorme diversité.

Ainsi pour le rôle nous pouvons distinguer trois types de marché :

- **Marché supplémentaire** de la couverture publique (par ex. Pologne, Roumanie, Estonie, Royaume-Uni, Irlande)

Celui-ci offre les mêmes services que ceux déjà couverts par le système de santé obligatoire mais en donnant un plus grand choix de prestataires ou encore permet d'éviter les listes d'attente pour un traitement relevant du système public ;

- **Marché complémentaire** avec cette fois un rôle beaucoup plus significatif

Il offre des services qui sont exclus du système public (par ex. Danemark, Hongrie, Pays-Bas) et/ou rembourse des coûts du service public qui sont laissés à la charge du patient (tickets modérateurs) ou des suppléments de facture (hors tarifs) de médecins ou hôpitaux (par ex. Belgique, France, Lettonie, Slovaquie) avec pour but d'améliorer l'accès aux soins de santé non couverts ou partiellement couverts par le système public ;

- **Marché substitutif** au système public

L'objectif ici est d'offrir une couverture aux personnes non éligibles pour tout ou partie au système public de soins de santé (par ex. Rép. Tchèque, Estonie) ou, pour les personnes qui ne sont pas obligées de souscrire à l'assurance obligatoire, d'exercer leur droit d'option in ou out à cette dernière (Allemagne).

La taille de ce marché privé mesurée par sa prise en charge dans les dépenses totales de santé est d'environ 10% dans l'UE ; par comparaison, ce marché représente 35% aux USA. Certes il y a des différences au sein de l'Union européenne, ainsi en France la prise en charge est de 12.8%, de 13.1% en Slovaquie et de 9.3% en Allemagne pour ne prendre que les plus importants, car dans les deux tiers des Etats membres cette part est inférieure à 5%. Si l'on ob-

« Dans la plupart des pays, l'étendue et la qualité de la couverture du système obligatoire de santé limite clairement la taille de l'assurance privée, lui laissant généralement un rôle marginal dans le financement des soins de santé. »

serve une légère augmentation entre 1996 et 2006 - sauf aux Pays-Bas et au Royaume-Uni - cette part reste relativement stable. Comparée aux dépenses privées de soins

de santé, l'assurance privée est inférieure à 25%.

Mesurée en termes de revenus des primes, la taille de ce marché en Allemagne se détache nettement puisqu'il

représente à lui seul près de 50% du total des primes perçues au sein de l'UE ; elle est suivie par l'Espagne et le Royaume-Uni.

Dans la plupart des pays, l'étendue et la qualité de la couverture du système obligatoire de santé limite clairement la taille de l'assurance privée, lui laissant généralement un rôle marginal dans le financement des soins de santé. Toutefois, la demande de ce type d'assurance peut aussi être affectée par le coût élevé des primes exigées et par la capacité des personnes d'y faire face.

La population couverte varie grandement selon les Etats membres. Les marchés complémentaires ayant le taux de couverture le plus élevé sont ceux qui couvrent les frais laissés à la charge des patients par l'assurance obligatoire : France (92%), Luxembourg (91%), Slovaquie (74%), Belgique (73%) ou comme aux Pays-Bas 92% par une combinaison complémentaire et supplémentaire.

« Le marché des assurances complémentaires en Europe du Nord comme de l'Ouest est dominé par les institutions de prévoyance et les mutuelles, même si l'on observe un certain déclin depuis les années 1990 au profit des assureurs commerciaux. »

L'Irlande qui connaît un marché supplémentaire, a le taux de couverture le plus élevé dans ce type de marché avec 51% de la population couverte, mais elle constitue une exception car générale-

ment la couverture de ce type est inférieure à 10% de la population.

Qui « achète » ces assurances privées ?

Le profil type du souscripteur dans de nombreux pays est un homme, âgé de plus ou moins 40-50 ans, relativement en bonne santé, très bien éduqué, le plus souvent

employé (voire cadre ou patron) travaillant dans de grandes entreprises ou indépendant et vivant dans une région urbaine. Dans beaucoup d'Etats membres c'est la couverture via l'assurance proposée par l'employeur (mais pas nécessairement payée par lui) qui a permis de maintenir la part de marché à son niveau ou éventuellement à l'augmenter. Le Danemark, en introduisant des incitants fiscaux pour les couvertures de groupes en 2002, a engendré une croissance importante du taux de population couverte.

Les « assureurs » peuvent être de formes juridiques différentes.

Le marché des assurances complémentaires en Europe du Nord comme de l'Ouest est dominé par les institutions de prévoyance et les mutuelles, même si l'on observe un certain déclin depuis les années 1990 au profit des assureurs commerciaux. Dans certains pays, surtout en Europe de l'Est, les compagnies commerciales sont seules à proposer des assurances santé privées. Parfois, les employeurs ou des fonds d'assurances santé obligatoires offrent ces assurances.

Le nombre d'opérateurs dans les pays est variable, entre 5 ou un peu plus et de 50 à 100 en moyenne. La France à cet égard est une exception avec plus de 1000 opérateurs privés.

D'une manière générale le marché est très concentré : en 2006 les trois assureurs les plus grands représentent plus de 50% dans la majorité des Etats membres.

L'assurance santé obligatoire influençant grandement cette situation du marché privé, il est bon d'observer celle-ci dans l'UE aujourd'hui.

Les dépenses sociales² en termes réels (cash ou en nature) ont diminué en Europe en 2011 et 2012 après une croissance relativement forte entre 2001 et 2005, forte en 2006, 2007 et 2008 mais très forte en 2009 puis faible en 2010. Ces variations importantes se répercutent dans les soins de santé. Entre 2008 et 2009 l'augmentation observée est en moyenne d'environ 7%, due essentiellement aux dépenses de chômage en croissance mais les soins de santé sont aussi en forte augmentation.



C'est en soins de santé que la décroissance se fait sentir le plus en 2011 (Danemark, Grèce, Estonie, Italie, Portugal, Roumanie et Royaume-Uni) ; la publication très récente du « Panorama de la société 2014 » par l'OCDE confirme cette situation.

Plus préoccupant: la diminution de l'impact

« Le nombre d'opérateurs dans les pays est variable, entre 5 ou un peu plus et de 50 à 100 en moyenne. La France à cet égard est une exception avec plus de 1000 opérateurs privés ».

des transferts sociaux (hors pensions) dans la réduction de la pauvreté.

Présentée comme « stabilisateur automatique », la protection sociale résiste mais réduit sa voilure... au moment où le taux de pauvreté augmente !

Parmi les indicateurs sociaux repris dans le rapport de l'UE pour les années 2006 à 2012, les taux de pauvreté et l'impact des transferts sociaux pour les deux groupes de population « moins de 17 ans » et « de 18 à 64 ans » doivent nous interpeller. Ils révèlent pour les deux groupes respectivement une

Présentée comme « stabilisateur automatique », la protection sociale résiste mais réduit sa voilure... au moment où le taux de pauvreté augmente !

augmentation du taux de pauvreté (28 % en 2012 contre 27,5 en 2006 pour les plus jeunes et 25,3 % au lieu de

24,8% en 2006 pour les adultes) et une diminution de l'impact des transferts (41,2 % en 2006 - 39,4% en 2012 pour les moins de 17 ans et pour les adultes 39,6% en 2006 - 35,0 % en 2012).

Constat d'échec reconnu par les 28 Ministres du travail de l'UE réunis le 10 mars 2014 au moment où l'OCDE invite les États à construire des politiques sociales plus résilientes... Qu'attend l'Union ?

Dans ce contexte, l'obligation d'accords collectifs de branches va-t-elle renforcer la solidarité ?

Si l'on entend par « solidarité » un ensemble de choix collectifs qui ouvrent des perspectives et autorisent des trajectoires individuelles liées à l'espoir et la confiance qu'ils génèrent, la réponse est clairement positive. Mais en raison justement du contexte créé par la crise (les crises) en Europe, des réserves s'imposent.

Car tous les secteurs professionnels (ou branches) ne sont pas sur un pied d'égalité, peut-on comparer le secteur de l'énergie au secteur non marchand ? Et au sein d'un même secteur, l'ensemble des salariés jouit-il des mêmes contrats (temps plein/temps partiel, CDI/CDD, stagiaire/intérimaire), quid de l'âge du salarié, que se passe-t-il au moment de la retraite ou en cas de mobilité d'une entreprise vers une autre entreprise du même secteur, voire d'un autre secteur ?

L'analyse des marchés de l'assurance santé privée dans l'UE³ montre que la majorité des contrats sont des contrats de groupe ou d'entreprise qui s'arrêtent au moment de la retraite du travailleur sauf cas particuliers prévoyant la reprise possible à titre individuel par le retraité s'il en a la capacité financière.

« Quelle est la protection offerte à tous ceux qui n'ont pas la chance d'avoir un emploi, tous ces précaires ou en risque de pauvreté de plus en plus nombreux ? »

Quelle est la protection offerte à tous ceux qui n'ont pas la chance d'avoir un emploi, tous ces précaires ou en risque de pauvreté de plus en plus nombreux ? Les débats et réflexions menés à ce jour au sein de l'Ipse⁴ ne les ont pas ignorés mais les accords de branches les connaissent-ils ? Ils ne participent pas à celles-ci (les branches) ou n'ont pas le profil...

« gardons aussi à l'esprit qu'une protection complémentaire couvrant les frais restant à la charge des patients dans le cadre de l'assurance obligatoire peut miner, saper les objectifs de politique de santé au sens large du système. »

Par ailleurs, gardons aussi à l'esprit qu'une protection complémentaire couvrant les frais restant à la charge des patients dans le cadre de l'assurance obligatoire peut miner, saper les objectifs de politique de santé au sens large du système. Cette couverture complémentaire peut en effet, jouer un rôle d'incitant vis-à-vis des prestataires de soins qui n'hésitent pas à augmenter leurs honoraires engendrant alors un marché dual en

termes d'équité et d'égal accès aux soins. Songeons à la question anodine posée par le médecin ou l'hôpital lors de la demande de soins : avez-vous une complémentaire ?

Autant de raisons de rester vigilants et de mettre en œuvre à cette occasion les valeurs et principes de la Charte européenne des entreprises de la protection sociale⁵.

Mais permettez que je termine cet exposé par deux exemples de solidarité bien comprise qui autorisent l'optimisme :

- Le premier est français, il s'agit de la « mutuelle communale » de Caumont-sur-Durance (Vaucluse)⁶ bel exemple de solidarité dépassant le statut de la personne puisqu'il s'adresse à tout citoyen de la commune ; mais j'ai lu que quelques inquiétudes sont aujourd'hui présentes notamment à cause de ces accords de branches...
- Le deuxième est la « dento-solidaire » lancée en Belgique francophone et germanophone par la mutualité chrétienne en janvier dernier ; elle fait suite à l'« hosi-solidaire » créée il y a un peu plus de dix ans. Mais le contexte belge et le rôle donné aux mutuelles dans l'assurance obligatoire est à cet égard particulier. ■



1. Sarah Thomson and Elias Mossialos : « Private health insurance in the European Union » - Final report prepared for the European Commission, Directorate General for Employment, Social Affairs and Equal Opportunities. 24th June 2009 – LSE Health and Social Care – London School of Economics and Political Science
2. European Union, 2014 – “ Employment and Social Developments in Europe 2013 ” – <http://ec.europa/social/>

publications

3. Voir note 1 ci-avant

4. Actes du 11ème Colloque professionnel Ipse du 22 novembre 2013

5. Institut de la protection sociale européenne – Ipse.

6. <http://rue89.nouvelobs.com/2013/11/18/folle-idee-dun-village-provençal-mutuelle-communale-247562>

Gabrielle Clotuche, Former Head of the Social Security in Belgium, former Head of Unit in the European Commission, Member of the Orientation Council of Ipse.

A European perspective

Debates surrounding generalization of complementary health insurance in France

What do I mean by a European perspective? I wondered about the relevance of such an angle for a domestic issue and came to the conclusion that an outline of the situation of complementary health insurance in the European Union would be useful before focusing on the French debate. This choice led me to reformulate my approach.

Will generalization of complementary health insurance through industrywide collective agreements strengthen solidarity?

The outline I will provide here of the private health insurance sector is far from exhaustive. It is based on a report prepared for the European Commission¹.

Private health insurance exists in all Member States alongside mandatory public insurance. However, one can see significant diversity as regards its role within the healthcare system, its size and its modus operandi as a market.

In terms of the role it plays, we can distinguish three types of market:

- A *supplementary* market to extend public coverage (e.g. Poland, Romania, Estonia, UK, Ireland)

This market provides the same services as those covered by the mandatory healthcare system, but offers a greater choice of service providers and makes it possible to avoid being put on a waiting list for public-system procedures;

- A *complementary* market with a much broader role

It provides services that are not included in the public system (e.g. Denmark, Hungary, the Netherlands) and/or reimburses patients' out-of-pocket expenses for publicly-funded treatments (co-payments) or supplements (excluding treatment costs) charged

by doctors or hospitals (e.g. Belgium, France, Latvia, Slovenia) with the aim of improving access to healthcare treatments covered only partially or not at all by the public system;

- An *alternate* market to substitute the public system

The goal of this market is to provide coverage for persons who are not eligible to benefit from all or part of the public healthcare system (e.g. Czech Republic) or, in the case of persons not obligated to participate in mandatory insurance schemes, to allow them to opt in or out of this system (Germany).

The size of this private market, measured by its contribution to total healthcare spending is approximately 10% in the EU; by way of comparison, this market accounts for 35% of spending in the United States. There are of course differences within the European Union: it covers 12.8% of expenditures in France, 13.1% in Slovenia and 9.3% in Germany, to mention only the largest markets, as this figure is under 5% for two-thirds of Member States. A slight increase was recorded between 1996 and 2006 – except in the Netherlands and the UK – but this proportion remains relatively stable. Compared to private spending on healthcare, private insurance accounts for less than 25%.

When market size is measured in terms of premium income, Germany has by far the largest market, accounting for nearly 50% of total premium income in the European Union, followed by Spain and the UK.

In most countries, the scope and quality of the mandatory healthcare system clearly limit the size of the private insurance market, generally leaving it with only a marginal role in healthcare funding. At the same time, demand for this type of insurance may also be affected by high premiums and citi-

zens' ability to pay such costs.

Populations covered by private health insurance vary considerably from one Member State to the next. The complementary market with the highest coverage rates are those that reimburse patients' out-of-pocket expenses under mandatory schemes: France (92%), Luxembourg (91%), Slovenia (74%), Belgium (73%) or, in the case of the Netherlands, 92% through a combined complementary and supplementary market.

Ireland, which uses a supplementary market, has the highest coverage rate for markets of this type, with 51% of the population covered. This situation stands out as an exception, however; this type of coverage usually applies to less than 10% of the population.

Who takes out private insurance?

In many countries, the typical subscriber is male, aged 40-50, relatively healthy, better educated, employed in a white-collar job (often at management level or higher), working for larger companies or self-employed and living in an urban area. Group coverage purchased (but not always paid for) by employers has made it possible to maintain, and in some cases increase, market share in many Member States. By instituting tax incentives for group coverage in 2002, Denmark significantly increased the proportion of its population covered by private insurance.

Insurers may take various legal forms.

Provident societies and mutual associations dominate the complementary insurance market in Northern and Western Europe, although a certain percentage of market share has been captured by for-profit companies since the 1990s. In some countries, mainly in Eastern Europe, for-profit companies are alone in offering private health insurance. Employers or mandatory healthcare funds sometimes offer these policies.

The number of insurance providers varies from country to country, between five or slightly more and 50-100 on average. In this regard, France stands out as an exception with more than 1,000 private providers.

The market tends to be highly concentrated: in 2006, the three largest insurers accounted for more than half of the market in most Member States.

As mandatory health insurance exerts a strong influence on the private market, it is useful to observe this situation in the EU today.

In real terms (cash or in-kind), social expenditures declined in Europe in 2011 and 2012 following growth that can be described as relatively strong between 2001 and 2005, strong between 2006 and 2008 very strong in 2009, and then weak in 2010. These significant variations are reflected in healthcare. Between 2008 and 2009, Europe saw an average increase of approximately 7% in social spending which, although due essentially to rising unemployment spending, also reflected a strong increase in healthcare expenditures.

Healthcare was the principal victim of negative growth in 2011 (Denmark, Greece, Estonia, Italy, Portugal, Romania and the United Kingdom); the OECD's very recent publication *Society at a Glance 2014* confirms this situation.

Of greater concern is the declining impact of social transfers (excluding pensions) on poverty reduction.

Presented as an "automatic stabilizer," social protection is holding its own but cutting back... as poverty rates are on the rise!

Considering the social indicators cited in the EU report for 2006-2012, poverty rates and the impact of social transfers for "under 17" and "18-64" age groups give us pause. For these groups, they show an increase in poverty (28% in 2012 compared to 27.5% in 2006 for the younger population and 25.3% up from 24.8% in 2006 for adults) and a reduction in the impact of transfers (39.4% in 2012, down from 41.2% in 2006 for those under 17 and 35% in 2012 compared to 39.6% in 2006 for the population aged 18-64).

A clear failure recognized as such by the

EU's 28 Labor Ministers at their March 10, 2014 meeting, at a time when the OECD is encouraging states to design more resilient social policies. What is the European Union waiting for?

In this context, will requiring industries to conclude collective agreements strengthen solidarity?

If by "solidarity" we mean an assortment of collective choices that open up prospects and allow for individual trajectories associated with the hope and confidence that these choices create, then the answer is a resounding yes. However, precisely owing to the crisis (or crises) in Europe, certain reservations are in order.

All professional sectors do not operate on an equal footing: is it possible to compare the energy sector with the non-profit sector? Likewise, do all employees working in a given sector have the same employment status (full time/part-time, open-ended contract/fixed-term contract, intern/temp)? What about employees' age? What happens when an employee retires or when a company merges with another company working in the same industry, or even in a different industry?

An analysis of private health insurance markets in the EU³ shows that most policies are group or company policies that cease to apply upon retirement, except in particular cases allowing retired employees to continue the policy on an individual basis, assuming he or she has the financial means to do so. What protection is granted to those who are not lucky enough to have a job, the ever greater number of people living with a lack of security or threatened by poverty? These issues have been discussed and debated within Ipse, but will they be included in industry agreements? The people most at risk are not employed in the sectors in question or do not have the right profile, etc.

We must also keep in mind that complementary protection to cover patients' out-of-pocket expenses under mandatory insurance may undermine the system's concrete policy goals. Indeed, such complementary coverage is liable to incite healthcare providers to increase their fees, leading to a

dual market in terms of equity and access to care. Think of the benign question asked by the doctor or hospital upon a request for treatment: *do you have complementary insurance?*

All the more reason to remain vigilant and to see this initiative as an opportunity to implement the values and principles of the European Charter for Social Protection Providers⁵.

Let me conclude this contribution with two examples of genuine solidarity that give cause for optimism:

- The first example comes from France: the "municipal mutual" in Caumont-sur-Durance (Vaucluse)⁶, a true example of solidarity that goes beyond recipients' status, extending to every citizen of the municipality; nonetheless, I have read that concerns are being voiced, particularly due to the famous industrywide agreements...

- The second example is "dento-solidaire," launched last January by the Christian mutual in the French- and German-speaking regions of Belgium; it follows from the "hospita-solidaire" initiative created just over 10 years ago. However, the Belgian context and the role of mutuals in mandatory insurance schemes are quite distinct in this regard. ■

1. Sarah Thomson and Elias Mossialos: "Private health insurance in the European Union" - Final report prepared for the European Commission, Directorate General for Employment, Social Affairs and Equal Opportunities. June 24, 2009 - LSE Health and Social Care - London School of Economics and Political Science
2. European Union, 2014 - "Employment and Social Developments in Europe 2013" - <http://ec.europa/social/publications>
3. See note 1 above
4. Proceedings of the 11th Ipse Professional Seminar of November 22, 2013
5. Institute for European Social Protection - Ipse
6. <http://rue89.nouvelobs.com/2013/11/18/folle-idee-dun-village-provençal-mutuelle-communale-247562>



Élections européennes : le pouvoir aux peuples d'Europe !

Jean-Pierre Bobichon, Administrateur de l'Ipsos.



Entre le 22 et le 25 mai prochain, pour respecter les pratiques électorales nationales se dérouleront dans les 28 Etats membres de l'Union européenne les élections au Parlement européen, à UN SEUL TOUR !!

C'est l'occasion de participer activement à l'élection des futurs Parlementaires européens élus démocratiquement pour un mandat de 5 ans. C'est l'occasion de faire entendre sa voix sur le type d'Europe que nous voulons. C'est l'occasion, pour la première fois, de peser indirectement sur la future présidence de la Commission européenne, puisque cette personnalité devra être, élue, issue de la majorité politique sortante des urnes du Parlement européen.

S'abstenir, c'est fuir ses responsabilités,

c'est se priver de participer activement à cette échéance électorale. C'est se priver de la crédibilité de faire entendre ses points de vues durant les 5 ans à venir car n'ayant pas participé aux enjeux électoraux au moment opportun.

Le Parlement européen est la seule institution de l'Union européenne dont les membres sont élus au suffrage universel direct et ce depuis 1979.

Une forte participation aux élections européennes ne peut que renforcer, crédibiliser et consolider l'Europe, dans cette période troublée et incertaine. Nous avons besoin d'une Europe forte avec des citoyennes et citoyens mobilisés.

Nos amis d'Ukraine et plus largement

des Balkans, entre autres, comptent sur nous pour être présents à leurs côtés pour le beau mais dramatique combat qu'ils mènent : celui des libertés, de la fraternité et des solidarités, bref, la mise en œuvre des valeurs profondes de l'Union européenne.

La décision de l'Union européenne d'apporter 11 milliards d'euros en soutien à l'Ukraine est positive. Il faut aller plus loin et plus vite. La décision du Parlement européen d'envoyer une délégation d'observateurs pour être témoins, le 25 mai prochain, du déroulement, en Ukraine, des élections présidentielles, libres, est une autre marque de soutien concret à la population ukrainienne.

Mais auront-elles bien lieu ? C'est la question que l'on est en droit de se poser face aux nouveaux graves événements à l'Est

de l'Ukraine. Tout est fait en tous cas par la Russie pour qu'il n'en soit pas ainsi. C'est une nouvelle atteinte grave inadmissible à la vie démocratique d'un Etat indépendant.

Les institutions européennes apparaissent loin de nos préoccupations. C'est vrai.

Mais leurs propositions, actions et décisions concernent chacune et chacun d'entre nous dans notre vie quotidienne, que ce soit en matière des droits et libertés, en matière agricole, énergétique, monétaire, environnementale, financière, économique, sociale, politique, etc.

Trois exemples récents :

Détachement des travailleurs : La loi européenne de 1996 fut largement mal utilisée. Le compromis obtenu, le 18 mars, a ses limites mais il constitue aussi des avancées. Il a été adopté, le 16 avril dernier par la dernière session plénière du Parlement européen pour cette législature par 474 pour, 158 contre et 39 abstentions

Notons, parmi les acquis que des coopé-

rations seront mises en place pour éviter les fraudes, tous les Etats membres devront adopter une définition commune des travailleurs détachés, les contrôles dans l'Union européenne seront renforcés, les donneurs d'ordre, sur un chantier par exemple, devront, partout en Europe, vérifier les pratiques de leurs sous-traitants et seront tenus pour responsables des agissements frauduleux. Ce sera un moyen puissant pour assurer le respect des règles sur l'ensemble de la chaîne de sous-traitance.

Beaucoup de choses restent à faire, mais le chemin de la préservation et du renforcement du modèle social européen est confirmé pour la protection des travailleurs détachés.

Le Statut de la mutuelle européenne : un travail important a été fait par La Macif, Notre Europe-Institut Jacques Delors, l'IPSE avec la FNMF. Une convergence de positions et d'actions s'est réalisée avec le Parlement européen, ce qui a permis de peser sur la Commission européenne, qui est seule à pouvoir élaborer une proposition

d'initiative. Un texte d'initiative législative a été annoncé par le Commissaire européen Antonio Tajani en concertation avec Michel Barnier, autre Commissaire européen agissant sur le dossier qui nous préoccupe depuis des années. Rien n'est joué, c'est une étape supplémentaire pour aboutir au statut de la mutuelle européenne, vers la fin 2015/début 2016. Nous devons continuer d'agir et nous faire entendre par le nouveau Parlement européen.

Téléphonie : Plus de 500 millions de portables sont utilisés au sein de l'UE avec 30 types de chargeurs différents. Les opérateurs de téléphonie ne pourront plus mettre sur le marché des chargeurs de téléphones portables ou smart phones différents. D'ici à 2017, les constructeurs devront proposer aux consommateurs un chargeur universel.

Voter et faire voter activement pour l'élection du futur Parlement européen, c'est prendre l'avenir de l'Union européenne en main. ■

European elections: power to the people of Europe !

Jean-Pierre Bobichon, Member of the Board of Directors of Ipse

On May 22-25, in accordance with national electoral practices, European parliamentary elections will take place in the 28 EU Member States, with A SINGLE ROUND!

This is an opportunity to participate actively in the designation of the future members of the European Parliaments, democratically elected to a five-year term. It is also the opportunity to make our voice heard and to call for the EU that we aspire to. In addition, for the first time it allows

us to have an indirect say in choosing the future president of the European Commission, as the nomination of this figure must take account of the political majority sent to Brussels this May.

Abstaining means shirking our responsibilities. It means waiving the right to participate actively in this collective decision. Those who do not cast their vote when they have the chance abandon the credibility required to assert their views in the coming five years.

The European Parliament is the only EU

institution whose members are elected by direct universal suffrage, a system in place since 1979.

High voter turnout for European elections can but strengthen and consolidate Europe while enhancing the Union's credibility in these troubled and uncertain times. We need a strong Europe made up of concerned and motivated citizens.

Our friends in Ukraine, throughout the Balkans and elsewhere are counting on us to stand by their side as they wage their most moving and momentous struggle:

the fight for liberty, fraternity and solidarity of every kind, in short, the realization of the European Union's deep-seated values.

The European Union's decision to provide €11 billion in support to Ukraine is promising, but we must go further, faster. The European Parliament's decision to send a delegation of observers to oversee the holding of free and fair presidential elections on May 25 is another concrete expression of support for the Ukrainian people.

But will they indeed be held? We may wonder, given recent serious events in eastern Ukraine. In any case, Russia is doing everything in its power to avoid elections: yet another severe and unacceptable attack on democracy in an independent nation.

European institutions seem far removed for our day-to-day concerns. Granted.

However, their proposals, actions and decisions concern each and every one of us in our daily lives, in matters ranging from rights and freedoms to agricultural, monetary, environmental, financial, economic, social, political and any number of other issues.

Three recent examples:

Posting of workers: The European law of 1996 was poorly used in many ways. The compromise negotiated on March 18 is far from perfect, but it does represent progress. It was adopted on April 16 by the outgoing European Parliament in its final session, with 474 votes in favor, 158 against and 39 abstentions.



The positive points of this legislation include the fact that cooperative practices will be established to prevent fraud; all Member States will be required to adopt a shared definition of posted workers, inspections in the EU will be strengthened; and throughout Europe, contractors on construction sites and other places of work will have to verify their subcontractors' practices and will be held liable for fraudulent conduct. This will serve as a powerful means of ensuring compliance throughout the subcontracting chain.

Much remains to be done, but for posted workers in need of protection this directive is a step to preserving and strengthening the European social model.

Statute for a European mutual: Macif, Notre Europe-Institut Jacques Delors, Ipse and FNMF have done tremendous work. A convergence of positions and actions with the European Parliament make it possible to put pressure on the European Commission, the only institution with the power to draw up and pro-

pose an initiative. European Commissioner Antonio Tajani, together with Michel Barnier, another European Commissioner active on this issue that we have been eagerly following for years, have announced a legislative initiative text. Nothing is set in stone; this is simply an additional step on the road to creating a statute for a European mutual in late 2015 or early 2016. We must continue to take action and make our voice heard by the new European Parliament.

Mobile phones: More than 500 million mobile phones are in use in the EU, using 30 different types of chargers. As of 2017, mobile telephone operators will be required to offer consumers a universal charger and will no longer be entitled to market separate chargers for different mobile or smartphones.

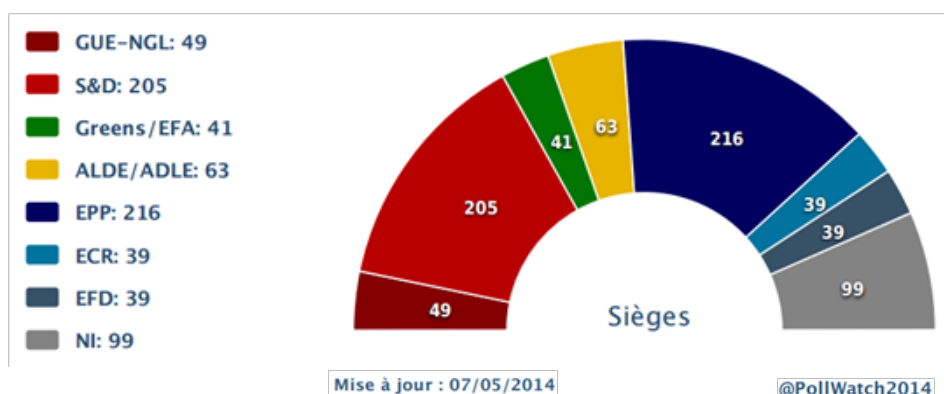
Voting and actively encouraging others to vote in European parliamentary elections means taking the future of the European Union in your own hands. ■



Le PPE donné devant le S&D aux élections européennes 2014

Selon les dernières tendances recueillies par PollWatch, les démocrates chrétiens du groupe PPE, crédités de 28,8% des intentions de vote, seraient talonnés de près par les socialistes et démocrates du S&D (27,3%). Quant aux non inscrits (NI), ils monteraient sur la troisième marche avec un score de 13,2%. Concernant les autres groupes, 8,4% des personnes interrogées indiquent vouloir donner leur suffrage au groupe des libéraux et démocrates ALDE, devançant de peu les groupes de la gauche GUE/NGL (6,5%) et des Verts/ALE (5,4%).

Source : PollWatch 2014, www.electio2014.eu/fr



L'Ipse vous aide à faire votre choix

Pour mieux comprendre les enjeux des élections du Parlement européen, l'Ipse vous invite à lire le livret « Elections européennes, à vous de voter ! » expliquant le rôle du Parlement, le déroulement des élections, les listes des partis politiques et les candidats en France.

Afin de vous aider à faire votre choix, l'Ipse a également recolté les réponses des principaux groupes politiques du Parlement européen sur des sujets ayant trait à l'Europe sociale et ses acteurs.

Retrouvez ces documents sur le site www.euroipse.org.



EPP given ahead S&D in the European elections 2014

According to the latest trends gathered by PollWatch, the Christian Democrats of the EPP Group, credited with 28.8% of voting intentions, would be closely followed by the Socialists and Democrats of S&D (27.3%). As for non-registered (NI), they would climb on the third step with a score of 13.2%. On other groups, 8.4% of respondents reported wanting to give their vote to the group of Liberals and Democrats ALDE, just ahead of the left groups GUE/NGL (6.5%) and the Greens/EFA (5, 4%).

Source : PollWatch 2014, www.electio2014.eu

Les candidats pour la présidence de la Commission européenne

Candidates for the Presidency of the European Commission

Pour la première fois depuis leur mise en place en 1979, les élections du Parlement européen devraient avoir un impact décisif sur la désignation du futur Président de la Commission européenne : d'après le Traité de Lisbonne, entré en vigueur en décembre 2009, les chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union européenne proposeront au Parlement un candidat à la présidence de la Commission, «en tenant compte des élections au Parlement européen». Les partis européens ont ainsi d'ores et déjà désigné leur candidat à la tête de la nouvelle Commission, qui sera constituée au deuxième semestre 2014, à la suite des élections du 22-25 mai.

This year, for the first time since European parliamentary elections were introduced in 1979, the results will likely have a decisive impact on the nomination of the future President of the European Commission: according to the Treaty of Lisbon, which entered into force in December 2009, the heads of state or government of EU Member States will put forward a candidate for this position "taking account of the elections to the European Parliament." European parties have already named their candidates to head the new Commission, which will be formed in the second half of 2014 following the May 22-25 elections.

Parti socialiste européen (PSE)

Martin Schulz



Party of European Socialists (PES)

Martin Schulz

Martin Schulz, 59ans, fut très tôt engagé en politique en rejoignant le Parti social-démocrate (SPD) allemand à 19 ans. Il commence sa carrière en tant que libraire, conseiller municipal puis bourgmestre de Würselen pendant 11 ans. Sa carrière européenne débute en 1994 lorsqu'il devient député européen. En 2004, il est élu président des Socialistes et Démocrates au Parlement européen, faisant campagne pour la justice sociale, puis devient Président du Parlement européen en janvier 2012.



Martin Schulz, aged 59, entered politics as a young man, joining the Social Democratic Party of Germany (SPD) at the age of 19. He began his career as a bookseller, municipal councilor and later served as mayor of Würselen for 11 years. His European vocation began in 1994 with his election to the European Parliament. In 2004, he was elected group leader of the Socialists and Democrats in the European Parliament, where he campaigned for social justice. He became President of the European Parliament in January 2012.

Parti populaire européen (PPE)

Jean-Claude Juncker



European People's Party (EPP)

Jean-Claude Juncker

Le Luxembourgeois Jean-Claude Juncker, 59ans, fut pendant huit ans le premier président de l'Eurogroupe, organisation qui regroupe tous les ministres des Finances de la zone euro. Membre du Parti chrétien social au Luxembourg, il a été Premier ministre de son pays pendant 18 ans, de 1995 à 2013. Il est reconnu comme Européen convaincu et fédéraliste.



Luxembourg native Jean-Claude Juncker, aged 59, served for eight years as the first president of the Eurogroup, an organization bringing together eurozone Finance Ministers. As a member of the Christian Social People's Party (CSV) of Luxembourg, he served as Prime Minister of his country for 18 years, from 1995 until 2013. He is recognized as a committed European with strong federalist leanings.

Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe (ADLE)



Guy Verhofstadt

Personnalité européenne de premier plan, Guy Verhofstadt, 60 ans, fut Premier ministre de Belgique pendant une dizaine d'années et lança notamment en 2001, sous la présidence belge de l'UE, le processus qui devait mener à la rédaction du Traité constitutionnel. Président du groupe ADLE au Parlement européen depuis 2009, il milite pour une Europe fédérale.



Alliance of Liberals and Democrats for Europe (ALDE)

Guy Verhofstadt

A leading European figure, Guy Verhofstadt, aged 60, was Prime Minister of Belgium for nearly 10 years. Most importantly, under the Belgian presidency of the EU in 2011, he launched the process that would culminate in the drafting of the Constitutional treaty. As President of the ALDE group in the European Parliament since 2009, he has campaigned for a federal Europe.

Parti Vert Européen (PVE)

José Bové

Figure du mouvement altermondialiste et syndicaliste agricole de la Confédération paysanne et de Via Campesina, José Bové, 60 ans, est connu pour ses prises de position et ses actions « coup de poing » contre les OGM. Siégeant au Parlement depuis 2009, il est actuellement vice-président de la commission agriculture et développement rural.



European Green Party (EGP)

José Bové

An iconic figure of the anti-globalization movement and agricultural union activist with the Confédération paysanne and Via Campesina, José Bové, aged 60, is known for his strong positions and lightning attacks against GMOs. A Member of the European Parliament since 2009, he currently serves as Vice-President of the Committee on Agriculture and Rural Development.

Franziska (Ska) Keller

Membre de l'Alliance 90 / Les Verts depuis 2002, l'Allemande Ska Keller, âgée de 32 ans, est l'une des figures montantes du parti Vert européen. Eurodéputée depuis 2009, elle s'est spécialisée sur les questions migratoires, commerciales et de jeunesse.



Franziska (Ska) Keller

A member of Alliance '90/The Greens since 2002, German native Ska Keller, aged 32, is a rising star in the European Green Party. A Member of the European Parliament since 2009, she focuses on migratory, trade and youth issues.

Parti de la Gauche Européenne (PGE)



Party of the European Left (EL)

Alexis Tsipras

Figure emblématique de la gauche radicale grecque, et plus globalement européenne, Alexis Tsipras est à 39 ans président de SYRIZA (coalition de la Gauche radicale) et Vice président du PGE. Contre les politiques d'austérité et contre l'« Europe forteresse » réfractaire à l'immigration, le candidat grec prône un changement social, culturel et écologique en profondeur.



Alexis Tsipras

An iconic figure of the radical left in Greece and throughout Europe, Alexis Tsipras, aged 39, leads SYRIZA (coalition of the Radical Left) and serves as Vice-President of EL. Opposed to austerity policies and the concept of an anti-immigration "Fortress Europe," the Greek candidate advocates profound social, cultural and ecological change.

Les Européens boudent les salles de cinéma

En 2013, 908 millions d'entrées de cinéma ont été vendues dans l'ensemble de l'Union européenne, soit 4,1% de moins qu'en 2012, selon l'observatoire européen de l'audiovisuel.

Cette baisse de fréquentation concerne les deux tiers des pays de l'Union européenne et est particulièrement forte en Espagne (-16%), en France (-5%), au Royaume-Uni et en Allemagne (-4% tous deux). Avec l'Italie (+7%), les pays d'Europe centrale et de l'Est progressent en revanche : en tête la Bulgarie (+17%), la Roumanie (+14%) et la Lituanie (7%). Malgré le fort recul cette année, la France reste toutefois le premier pays en Europe en termes de fréquentation absolue (192,8 millions d'entrées) et le deuxième en proportion de la population, derrière l'Irlande.

Fewer eyes on the silver screen

According to the European Audiovisual Observatory, 908 million movie tickets were sold throughout the European Union in 2013, a 4.1% drop compared to 2012.

This decline in moviegoing concerns two-thirds of EU countries and is particularly pronounced in Spain (-16%), France (-5%), the United Kingdom and Germany (both -4%). However, the cinema is on the rise in Italy (+7%) and in Central and Eastern Europe, with Bulgaria (+17%), Romania (+14%) and Lithuania (7%) in the lead. In spite of the sharp decline this year, France still remains the number one European country in terms of total ticket sold (192.8 million) and number two behind Ireland in terms of the percentage of the population watching the big screen.

Rana Plaza : un triste anniversaire

Un an après le drame, les victimes ne sont toujours pas intégralement indemnisées.

Le 24 avril 2013, 1 138 victimes ont péri dans l'effondrement du Rana Plaza, au Bangladesh. Au milieu des décombres jonchaient vêtements et étiquettes estampillés aux noms de géants du textile, qui s'étaient engagés à indemniser les victimes.

Qu'en est-il un an après ? Selon les syndicats IndustriALL et Clean Clothes Campaign, au 4 avril 2014, sur les 29 millions d'euro de réparation prévus, seulement 11 millions ont été levés par le biais d'un fond d'indemnisation dédié, établi à travers le « Rana Plaza Arrangement ».

Quant à la sécurité dans les usines, on note une légère amélioration, du moins sur la forme, avec la signature le 13 mai 2013, d'un accord inédit sur la sécurité incendie et la sécurité des bâtiments par plus de 150 marques de textile internationales.

En outre, sous la pression syndicale, le salaire minimum des ouvriers du textile a été augmenté de 76%, à 50€ par mois, en décembre 2013. Mais certaines marques refusent que ce coût leur soit répercuté et menacent d'aller à la concurrence. Dans cette course frénétique au low cost, les ouvriers bangladais se trouvent face à un dilemme : salaire ou sécurité ? ■



The bitter anniversary of Rana Plaza

A year after the tragedy, victims have yet to receive full compensation.

On April 24, 2013, 1,138 victims perished in the collapse of Rana Plaza in Bangladesh. Amid the rubble lay garments and labels featuring the names of clothing giants, who pledges to compensate the victims. A year later, what has been done? According to the IndustriALL and Clean Clothes Campaign labor unions, as of April 4, 2014, only €11 million out of the €29 million promised for reparations had been raised, via a dedicated compensation fund set up through the "Rana Plaza Arrangement."

As for factory safety, a slight improvement can be observed – on the face of it, at least – with the May 13, 2013 signature of a first-ever agreement on fire and building safety by 150 international clothing brands.

Furthermore, in response to union pressure, clothing workers' minimum wage was increased by 76% in December 2013, to €50 per month. Nonetheless, some brands refuse to have this cost passed on to them and are threatening to turn to the competition. In this frantic quest for low costs, Bangladeshi workers find themselves faced with a conundrum: salary or safety? ■

Le Parlement des invisibles
Pierre Rosanvallon
Seuil et Raconter la vie, 2014



Le propos de l'initiative *Raconter la vie* est impulsé par une ambition démocratique. Pierre Rosanvallon, professeur au collège de France, souhaite donner la parole aux « invisibles » grâce à une collection de livres « témoignages » et un site internet participatif ayant la particularité d'être aussi bien une bibliothèque qu'un espace de discussion de ces ouvrages. Le but de ce projet est de briser le désenchantement politique des français, qui les conduit à « se laisser séduire par les mouvements antipolitiques et populistes qui prétendent être, eux, les authentiques porte-parole des sans-grade et les véritables défenseurs de la dignité bafouée ». Écrivains, journalistes, chercheurs en sciences sociales ou simples témoins, tous peuvent conter « une facette de [leur] existence » à travers une fiction, une bande dessinée ou encore un reportage photographique. Ce beau projet met en exergue la vérité de chacun, invitant l'autre à partager sa réalité.

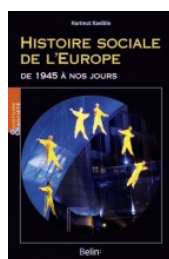


Citoyenneté européenne et libre circulation des patients
Sylvie Hennion, Otto Kaufmann
Springer, 2014



Cet ouvrage rédigé en allemand, anglais et français, est divisé en trois parties, respectivement relatives aux enjeux de la mobilité européenne en matière de santé, à l'effectivité de la libre circulation des citoyens en santé, et à l'avenir des coopérations transfrontalières. Ayant pour ambition d'apporter une expertise sur les différents instruments juridiques de coordination, l'ouvrage permet de mieux appréhender les subtilités inhérentes à la consubstantialité du droit national et du droit européen en matière de prestations de soins transfrontalières. En outre, destiné aux juristes, aux décideurs nationaux et aux professionnels de la santé, il concilie habilement aspects juridiques et aspects pratiques de ce complexe sujet qu'est la coordination des systèmes de santé des États membres, qui découle de la libre circulation des patients au sein de l'Union européenne.

Histoire sociale de l'Europe – de 1945 à nos jours
Hartmut Kaelble
Belin, 2013



Hartmut Kaelble, professeur d'histoire sociale à l'université Humboldt de Berlin, procède à une introspection de l'Europe engendrée par la Seconde Guerre mondiale à nos jours. Cet ouvrage développe trois axes principaux, « fil rouge de chacun des chapitres ». Il évoque l'évolution historique du continent, en proie à de nombreuses mutations au cours de la seconde moitié du XX^e siècle. Il analyse également le développement de l'Europe : s'est-elle « divisée » ou s'est-elle « plutôt développée harmonieusement » ?

Enfin, il dissèque les particularités sociales européennes. En effet, autour du thème central de la réémergence de l'Europe dans l'ère de la Guerre froide, Hartmut Kaelble examine et confronte plusieurs tendances sociales (famille, travail, consommation, migration, milieux sociaux, éducation, urbanisation, médias, etc.) afin d'en dégager les valeurs européennes communes et de souligner les divergences. Au détour de cet exercice, l'auteur nous démontre que l'histoire sociale, culturelle et économique et l'histoire politique ont la même résonance sur la propagation de l'onde européenne.

Schuman report on Europe, state of the Union 2014
Fondation Robert Schuman
Lignes de Repères, 2014



Every year the Foundation Robert Schuman publishes a report on Europe, gathering the main topics reflecting the annual political panorama. This year the Report deals with democracy, the

renewal of the European economic policy, Europe into globalization, the European elections, and includes an exclusive analysis of European defence issues, by Jean-Yves Le Drian, the French Defence Minister. With the contributions of famous qualified personalities and experts, its 37 maps and a unique set of commented statistics on Europe, the Schuman Report 2014 is a work of reference, making it a vital tool for those seeking reliable sources.

Santé, l'état d'urgence

Alternatives économiques,
Hors-série poche n° 66,
février 2014



En cette deuxième année marquée par la généralisation de la complémentaire santé, le magazine *Alternatives économiques* nous livre un hors-série alarmant sur la santé en France. Au travers des contributions de divers professionnels (médecin généraliste, psychiatre, économistes, sociologues, universitaire, etc.), le mensuel s'interroge sur l'efficacité de notre système. Les problématiques développées portent notamment sur l'état de santé préoccupant des français, l'industrie pharmaceutique, ou encore la recherche d'un nouveau modèle. Partant du principe que l'offre conditionne la demande dans le domaine de la santé, le magazine souligne l'importance de réinventer le modèle de santé publique français, afin de retrouver une logique humaniste.

Quarantième Rencontre Ipse

Bologne, 3 et 4 juillet 2014

Projet de programme

Renouveler la solidarité entre générations pour la protection sociale

Jeudi 3 juillet

13h00 Accueil, lunch de bienvenue

14h30 Accueil et inscriptions des participants

15h00 Allocutions de bienvenue

- Un secrétaire régional au nom des trois confédérations syndicales italiennes (CGIL - CISL - UIL)
- Virginio Merola*, Maire de Bologne
- Le Président de l'Ipsse

15h30 Exposé introductif :

- Tiziano Treu, Ancien Ministre du travail italien, ancien Sénateur

16h30 Première session : L'Ipsse : 25 ans d'actions et 40 Rencontres au service de la protection sociale solidaire

Président de séance : Jean Lapeyre, membre du Conseil d'orientation de l'Ipsse, ancien conseiller social à l'Ambassade de France à Rome

Les Rencontres Ipsse de la contribution au modèle social européen à son renouvellement

- Bernard Petit-Jean, Président du Conseil d'orientation de l'Ipsse
- Simon Loréal, Adjoint au Délégué général de l'Ipsse

Les solidarités intergénérationnelles conditions de nos progrès, une synergie Ipsse / Montepio

- José Alberto Pitacas, Directeur de la Mutualité Montepio Geral, administrateur de l'Ipsse

Les enjeux de la Quarantième Rencontre Ipsse, au cœur du maintien de la cohésion sociale

- Denis Stokkink, Président de Pour la Solidarité, membre du Conseil d'orientation de l'Ipsse

18h00 Fin de la première journée

19h30 Apéritif et dîner de gala à l'hôtel Royal Carlton (Via Montebello 8, 40121 Bologne)

vendredi 4 juillet

9h00 Deuxième session :

La solidarité intergénérationnelle : condition d'un avenir serein pour la protection sociale

Président de séance : Anna Salfi, CGIL Emilie-Romagne

La protection sociale construite par des générations pour d'autres générations

- Otto Kaufmann, Vice-président de l'Ipsse, chercheur au Max Planck Institut - Munich

Challenges et succès de la prise en compte de tous les âges dans l'Europe nordique

- Un expert nordique

Sécurité sociale et protection familiale en Europe méditerranéenne

- Mila Lacanal, UGT, Espagne

Le dialogue social et tripartite au service de solidarités intergénérationnelles

- Un représentant de la Confindustria, confédération des employeurs, Italie

10h45 Pause

11h00 Troisième session : Des pratiques concrètes pour faire vivre la solidarité intergénérationnelle dans la protection sociale

Président de séance : Gabrielle Clotuche, membre du Conseil d'orientation de l'Ipsse, ancien directeur de la sécurité sociale en Belgique, ancien directeur à la Commission européenne

Favoriser la mobilité des jeunes au sein de l'Union européenne

- Jackie Morin, Chef d'unité Compétences, Mobilité et Services de l'Emploi-DG Emploi, Affaires sociales et inclusion - Commission européenne

L'expérience des partenaires sociaux en Italie pour l'insertion sociale des jeunes

- Alessandro Alberani, secrétaire général CGIL de la région d'Emilie Romagne

Une protection sociale complémentaire bâtisseuse d'intergénérationnel

- Paul Grasset, Directeur général du groupe Pro BTP

13h00 Déjeuner

14h30 Quatrième session : Agir avec efficacité pour la solidarité intergénérationnelle

Président de séance : Paolo Rebaoni, Président d'Italia Lavoro

Une confiance à rebâtir entre les générations

- Alain Merquier, sociologue, Directeur de l'Institut Wei

La cohésion sociale, identité européenne, à la source et au bénéfice des solidarités entre générations

- Sandro Gozi*, secrétaire d'Etat chargé des affaires européennes en Italie, vice-président d'Europa Nova

De nouveaux engagements européens et internationaux pour les solidarités entre les générations

- Maria Helena André, Directrice du Bureau des activités pour les travailleurs (ACTRAV), BIT

17h00 Remarques conclusives :

- Philippe Frémeaux, Editorialiste au journal Alternatives économiques
- Dominique Boucher, Délégué général de l'Ipsse

